

## La mise en scène reaganienne des discours sur l'état de l'Union

Luc BENOIT À LA GUILLAUME  
Université de Rouen-Normandie  
ÉRIAC – EA 4705

Dans le système politique américain, il existe un discours qui relève du genre délibératif et donne l'occasion au président de prodiguer ses conseils au Congrès. C'est le discours sur l'état de l'Union, seule forme de communication explicitement prévue par la Constitution. Selon l'article 2 alinéa 3, le président « informera périodiquement le Congrès de l'état de l'Union, et recommandera à son attention les mesures qu'il estimera nécessaires et opportunes<sup>1</sup> ». Ces informations et recommandations présidentielles, devenues annuelles, donnent lieu à une mise en scène de plus en plus spectaculaire depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle et, plus encore, depuis l'avènement des médias audiovisuels. Afin d'accroître leur pouvoir, les présidents contemporains ont introduit un troisième élément qui rend plus complexe leur rapport avec le Congrès : l'opinion publique, qui est devenue le principal destinataire de ce discours. Amplifiant une tendance qui remonte à la présidence Wilson, le président Reagan a poussé jusqu'à son terme la dramatisation de cet important rendez-vous politique annuel, qu'il a transformé en show médiatique. Afin de mieux comprendre le sens d'une telle évolution, il faut certes s'intéresser au contexte des années Reagan mais aussi replacer la pratique reaganienne dans le contexte d'une histoire vieille de deux siècles. Il ne s'agit donc pas tant de se concentrer sur les discours sur l'état de l'Union prononcés pendant les deux mandats du président Reagan, entre 1981 et 1989, que d'étudier la mise en scène de ce genre de discours et de s'interroger sur le sens qu'il faut donner aux innovations reaganiennes en la matière. Sont-elles une simple conséquence de la médiatisation croissante de la vie politique et de l'importation par un ancien acteur de série B des techniques hollywoodiennes, ou témoignent-elles de l'évolution du rapport entre la présidence et le Congrès et entre gouvernants et gouvernés ?

On commencera donc par rappeler les grandes étapes de l'évolution de ce genre, qui manifesta pendant très longtemps une grande méfiance à l'égard d'un cérémonial perçu comme exagérément monarchique. Il faudra ensuite expliquer le recours contemporain à une mise en scène de plus en plus élaborée à mesure que s'affirmait le pouvoir présidentiel face au Congrès et à l'opinion publique. On pourra alors tenter de comprendre le sens et la postérité de la pratique reaganienne, qui a poussé à son terme cette logique de dramatisation et a influencé ses successeurs.

---

<sup>1</sup> “He shall from time to time give to the Congress information of the State of the Union and recommend to their consideration such measures as he shall judge necessary and expedient.” Sauf mention particulière, les traductions ont été effectuées par nos soins.

## L'idéal de simplicité républicaine et la prééminence du Congrès

Pendant les premières années de la jeune république étatsunienne, la manière de communiquer sur l'état de l'Union fut l'un des enjeux de la lutte politique entre les fédéralistes (Washington, Adams, Hamilton) et les Républicains-Démocrates (Jefferson, Madison). Fallait-il faire de cette obligation constitutionnelle une réplique américaine du discours du Trône britannique en ritualisant la venue du président devant le Congrès ou au contraire affirmer la simplicité républicaine d'un modeste message écrit, discrètement transmis aux deux chambres ? Tandis que les deux premiers présidents fédéralistes, Washington et Adams, s'employèrent à ritualiser la fonction présidentielle afin d'en affirmer la dignité, le Républicain-Démocrate Jefferson et ses successeurs cherchèrent au contraire à la déritualiser pour mieux asseoir le caractère républicain d'un régime qu'ils voulaient voir rompre avec les tendances qu'ils estimaient excessivement monarchiques des Fédéralistes. Ainsi, selon Gordon Wood, la volonté du vice-président Adams de faire adopter par le Congrès le titre d'Altesse (*His Highness*) pour s'adresser au président Washington lui valut les critiques de Jefferson et l'appellation moqueuse de « Son embonpoint » (*His Rotundity*<sup>2</sup>).

Comme l'indique Robert M. Johnstone, la décision du président Jefferson de ne plus venir en personne devant le Congrès fut mûrement réfléchi, discutée avec d'autres membres de son parti et arrêtée sept mois avant sa mise en application. Elle faisait partie d'une série de mesures visant à cultiver une image républicaine en simplifiant le code vestimentaire, en éliminant le carrosse de ses prédécesseurs et en réformant radicalement l'étiquette et le protocole, au risque de provoquer un incident diplomatique avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne<sup>3</sup>. Ce débat, qui peut paraître lointain, entre ritualisation et déritualisation, dignité et simplicité, trouvera un écho dans les tentatives contradictoires des présidents Carter et Reagan de relégitimer le système politique après les désastres de la guerre du Vietnam et du scandale du Watergate. Tandis que Carter adoptera une attitude jeffersonienne de sobriété, Reagan optera pour une posture washingtonienne empreinte de solennité.

La victoire de la simplicité jeffersonienne fut durable puisque la transmission d'un message écrit au Congrès continua jusqu'en 1913, lorsque Wilson devint président. La longévité de cette pratique reflétait en réalité l'équilibre institutionnel qui a prévalu pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle et qui a commencé à changer au début du XX<sup>e</sup> siècle : conformément à l'intention des Pères fondateurs, exprimée par James Madison dans *Le Fédéraliste* n° LI, « dans un système républicain, le pouvoir législatif est nécessairement prépondérant<sup>4</sup> ». Cette prépondérance explique le silence relatif des présidents, qui se sont contentés de s'exprimer lors des cérémonies officielles, laissant aux membres du Congrès, aux partis et à la presse le soin de se livrer à des joutes oratoires et de se lancer des invectives. Au XIX<sup>e</sup> siècle une vie politique animée plonge ses racines profondément dans le pays, comme l'indique Michael McGerr à propos des formes de participation populaire. La sociabilité politique prend la forme de manifestations, de clubs et de campagnes disputées ; elle se nourrit de la lecture d'une

<sup>2</sup> Gordon S. Wood, *Revolutionary Characters: What Made the Founders Different*, New York, Penguin Press, 2006, p. 54.

<sup>3</sup> Robert M. Johnstone, *Jefferson and the Presidency: Leadership in the Young Republic*, Ithaca, Cornell University Press, 1978, p. 59.

<sup>4</sup> Alexander Hamilton, James Madison, John Jay, *The Federalist*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 [1788], p. 253 : "In republican government the legislative authority, necessarily, predominates."

presse partisane et requiert l'identification à des partis puissants<sup>5</sup>. À cette époque, l'éloquence politique est surtout le fait de membres du Congrès et des partis, à l'exception partielle du président Lincoln pendant la guerre de Sécession. Comme l'a montré Jeffrey Tulis, les présidents ne faisaient pas campagne, parlaient peu et risquaient de se voir sanctionnés en cas de prise de parole intempestive. Ainsi le conflit entre le président Johnson et le Congrès pendant la période de la Reconstruction qui suivit la guerre de Sécession lui valut un procès en destitution (*impeachment*) dont l'un des chefs d'accusation était, précisément, d'avoir prononcé trois discours ayant pour but de s'adresser au peuple en manquant de respect au Congrès. Tulis va jusqu'à parler d'une première Constitution, conforme au texte de 1787, qui aurait été remplacée par une seconde. Héritière de la réinterprétation wilsonienne des pouvoirs du président, cette seconde Constitution lui impose de jouer un rôle moteur et de prendre la parole<sup>6</sup>.

Jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, l'absence de mise en scène du message annuel écrit envoyé par le président au Congrès est une conséquence du caractère républicain du régime, qui empêche le président de s'affirmer face au Congrès en venant en personne lui présenter ses remarques et lui faire ses recommandations.

### **Du message annuel au discours sur l'état de l'Union**

Suite à la prise de fonction de Woodrow Wilson en 1913, le message écrit devient un discours prononcé en personne par le président devant les deux chambres du Congrès. Ce changement accompagne la transformation de la fonction présidentielle au début du XX<sup>e</sup> siècle, dont témoigne l'évolution des écrits de Wilson, qui fut professeur de sciences politiques et président de l'université de Princeton avant de s'engager dans la vie publique. Alors que son premier grand ouvrage, *Congressional Government*, publié en 1885, reflète comme l'indique son titre la prééminence du Congrès, son dernier grand livre, *Constitutional Government in the United States*, publié en 1908, affirme au contraire le rôle potentiellement fort de la présidence : "*The president is at liberty, both in law and conscience, to be as big a man as he can*"<sup>7</sup> (« Le président est libre, juridiquement et en conscience, de jouer un rôle aussi important que possible »). De manière intéressante, Wilson poursuit sa méditation sur le pouvoir que les présidents sont susceptibles d'acquérir en critiquant ceux qui s'interdisent d'influencer le processus législatif au nom même du devoir constitutionnel de recommander au Congrès les mesures qu'ils estiment nécessaires et opportunes. C'est dire que le discours sur l'état de l'Union est conçu comme l'instrument de la présidentialisation du régime que Wilson appelle de ses vœux. Et il conclut sa méditation par cette phrase, qui préfigure sa propre pratique et en éclaire les présupposés : « La Constitution l'invite à parler, et les périodes d'urgence et de changement feront nécessairement de lui l'architecte des politiques à mener<sup>8</sup> » : la transformation du message écrit en discours (*speak*) est explicitement liée à la volonté présidentielle d'être désormais à l'initiative des lois (*originator of policies*).

Ce changement se traduit dès la prise de fonction du nouveau président par le choix d'aller devant le Congrès défendre sa politique en matière de droits de douane, le

<sup>5</sup> Michael McGerr, *The Decline of Popular Politics: The American North, 1865-1928*, New York, Oxford University Press, 1986, p. 107-183.

<sup>6</sup> Jeffrey Tulis, *The Rhetorical Presidency*, Princeton, Princeton University Press, 1987, p. 17 et p. 87-93.

<sup>7</sup> Woodrow Wilson, *Congressional Government*, Mineola, New York, Dover Publications, 2006 [1885] ; Woodrow Wilson, *Constitutional Government in the United States*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2002 [1908], p. 70.

<sup>8</sup> Woodrow Wilson, *Constitutional Government*, *op. cit.*, p. 73 : "*The constitution bids him speak, and times of stress and change must more and more thrust upon him the attitude of originator of policies.*"

8 avril 1913. Puis, le 2 décembre 1913, Wilson prononça son premier discours sur l'état de l'Union en personne. Ce que confirment ces deux allocutions, c'est que la décision de les prononcer en personne devant le Congrès est bien la résultante d'une vision plus active du rôle du président face au Congrès, puisqu'elle ne s'applique pas uniquement aux discours sur l'état de l'Union. Cela étant, la transformation du message annuel en discours sur l'état de l'Union est encore très partielle jusqu'au New Deal de Franklin D. Roosevelt dans les années 1930, pour plusieurs raisons. D'une part, l'abandon du message écrit n'est pas encore définitif. Ainsi le président Hoover se gardera de se présenter personnellement devant le Congrès pendant son mandat. Ce n'est qu'à partir de Franklin D. Roosevelt que la présentation orale du discours devient quasi systématique. D'autre part, la médiatisation du discours est encore balbutiante. L'avènement de la radio puis de la télévision influera sur la forme du discours et sur son destinataire. En dépit d'une première diffusion par ondes radio dès 1923 du discours sur l'état de l'union de Calvin Coolidge, c'est le président Roosevelt qui tirera pleinement parti du nouveau *medium* en adaptant le contenu de ses allocutions en conséquence.

Avec Franklin D. Roosevelt, on passe de l'influence exercée sur le Congrès au nom de l'opinion publique à la revendication d'un mandat issu du peuple qui autorise le président à dialoguer avec le Congrès en prenant à témoin la population, qui est désormais en mesure d'écouter à la radio, en direct, le discours présidentiel. Là où Wilson prédisait, en 1908, que le président « n'a aucun autre moyen de contraindre le Congrès que l'opinion publique<sup>9</sup> », Roosevelt met en pratique cette idée, dans son premier discours sur l'état de l'Union en 1934, en affirmant qu'il s'agit pour lui de conférer avec le Congrès afin de mieux accomplir le mandat confié par le peuple. Ce dialogue radiodiffusé se fait en présence de la population et la teneur du discours s'en ressent : il s'agit désormais moins d'une longue liste technique de projets et de recommandations que d'une discussion des principes politiques que le président souhaite voir adoptés. Cette discussion s'adresse au moins autant à la population qu'aux membres du Congrès, ce qui implique une plus grande concision, un ton plus pédagogique et un contenu plus idéologique. Ainsi le discours sur l'état de l'Union du 3 janvier 1936 relève plus de la rhétorique de campagne électorale au début d'une année qui devait mener Roosevelt à se faire réélire que de l'information sur l'état de l'Union ou d'une quelconque liste de recommandations adressée au Congrès. Citant son premier discours d'investiture, le président prend pour cibles les forces de l'argent qui avaient abdiqué leur pouvoir mais qui relevaient la tête :

*We have earned the hatred of entrenched greed. The very nature of the problem that we faced made it necessary to drive some people from power and strictly to regulate others. I made that plain when I took the oath of office in March, 1933. I spoke of the practices of the unscrupulous money-changers who stood indicted in the court of public opinion. I spoke of the rulers of the exchanges of mankind's goods, who failed through their own stubbornness and their own incompetence. I said that they had admitted their failure and had abdicated. Abdicated? Yes, in 1933, but now with the passing of danger they forget their damaging admissions and withdraw their abdication. They seek the restoration of their selfish power.*

« Nous nous sommes attiré la haine des forces de l'avidité organisée. La nature même du problème auquel nous étions confrontés nous a contraints à priver certains de leur pouvoir et à imposer à d'autres des règles strictes. Je l'avais dit clairement en prêtant serment en mars 1933. J'avais parlé des pratiques des spéculateurs sans scrupules qui étaient mises en accusation au tribunal de l'opinion publique. J'avais parlé des maîtres de l'échange des biens produits par l'humanité, qui avaient échoué en raison de leur propre obstination et de leur propre incompetence. J'avais dit qu'ils avaient avoué leur échec et qu'ils avaient abdiqué. Abdiqué ?

<sup>9</sup> Woodrow Wilson, *Constitutional Government*, *op. cit.*, p. 71 : "He has no means of compelling Congress except through public opinion."

En 1933, oui, mais maintenant, le danger étant passé, ils oublient leurs aveux accablants et retirent leur abdication. Ils cherchent à restaurer leur pouvoir égoïste<sup>10</sup>. »

Cette dénonciation préfigure la campagne contre les « royalistes économiques » (*economic royalists*) que mènera Roosevelt au printemps et à l'automne 1936 et s'adresse clairement aux électeurs américains, qui écoutent son discours à la radio. Le discours contient d'ailleurs peu de conseils et de recommandations au Congrès. Seul subsiste le défi polémique lancé aux Républicains de proposer l'abrogation des mesures populaires votées depuis 1933, ce qui confirme la visée électorale du discours.

L'avènement de la radio puis de la télévision favorise le rapport direct du président au peuple, et les discours sur l'état de l'Union continuent de s'adapter à une logique qui fait d'eux des moyens de lui expliquer la politique du président et d'utiliser l'opinion publique pour faire pression sur le Congrès. En témoignent plusieurs changements qui datent des années 1960. Le discours est déplacé en début de soirée afin qu'il puisse être retransmis en direct à une heure de grande écoute à partir de 1966, pendant la présidence de Lyndon B. Johnson. À compter de cette même date, les grandes chaînes de télévision ont également retransmis la réponse que des membres du Congrès du parti opposé se sont mis à prononcer. La mise en place de cette réponse télévisée témoigne du caractère partisan du discours sur l'état de l'Union contemporain, puisqu'il est soumis comme n'importe quel autre discours de campagne à la logique du traitement égal par les médias.

À la fin des années 1960 le discours sur l'état de l'Union a acquis la plupart de ses caractéristiques actuelles. Il est devenu un événement médiatique majeur que le président utilise afin de présenter au Congrès et au peuple américain ses priorités politiques. Ainsi, en 1964, le président Johnson propose de mener une guerre contre la pauvreté qui sert de coup d'envoi à la campagne présidentielle de 1964 et qui conduit le Congrès à légiférer. Ce discours sert donc à la fois au président à influencer le Congrès et l'opinion publique, à des fins électorales. Ces caractéristiques n'ont pas disparu, mais la grave crise politique déclenchée par la guerre du Viêtnam et le scandale du Watergate a conduit les présidents à tenter de regagner la confiance d'une opinion publique de plus en plus rétive. C'est dans ce contexte que la mise en scène reaganienne est venue modifier le discours sur l'état de l'Union.

### **La mise en scène reaganienne**

Les mensonges d'État lors de la guerre du Viêtnam produisirent un déficit de crédibilité (*credibility gap*) de la parole politique et déclenchèrent une grave crise qui ébranla la société américaine. Ce déficit fut aggravé par le scandale du Watergate, qui contraignit le président Nixon à démissionner en août 1974. Pendant les années 1970, les élites au pouvoir tentèrent de redorer le blason d'un système politique largement discrédité par ce double désastre. Les stratégies employées furent variées. Tandis que le président Ford s'appuya sur les cérémonies officielles, notamment les célébrations du bicentenaire de la Révolution américaine en 1976, quelques mois avant l'élection présidentielle, afin de tenter de retisser un lien de confiance entre le peuple américain et ses institutions, Jimmy Carter, ancien gouverneur de Géorgie, choisit au contraire de jouer la carte de l'homme ordinaire, qui viendrait de l'extérieur nettoyer un système politique corrompu, à la manière de M<sup>r</sup> Smith dans le célèbre film de Frank Capra (1939), *Monsieur Smith au Sénat* (*M<sup>r</sup> Smith Goes to Washington*). Une fois élu, il mit en place une stratégie jeffersonienne de déritualisation de la présidence (*depomping the*

<sup>10</sup> Franklin D. Roosevelt, *Discours sur l'état de l'Union*, 3 janvier 1936.

*presidency*) qui commença dès la cérémonie d'investiture, qu'il voulut rapprocher de la population en remontant *Pennsylvania Avenue* à pied plutôt qu'en voiture. Elle se poursuivit par un effort de simplification du protocole marqué notamment par l'abandon du thème musical *Hail to the Chief* pour accompagner les visites et les prises de parole présidentielles ainsi que le port de tenues moins officielles. Cette volonté de sobriété se traduisit par le retour d'un message écrit en guise de complément du discours sur l'état de l'Union et même, en janvier 1981, comme seul et unique mode de communication. Il est vrai qu'en janvier 1981, le président Carter passait ses derniers jours à la Maison-Blanche après avoir été battu par Ronald Reagan et que son message était par conséquent exclusivement récapitulatif. Le bilan de son action ne nécessitait pas une médiatisation importante, étant donné l'absence de propositions. Carter est le dernier président qui a transmis un message écrit au Congrès. Depuis Reagan, tous les présidents ont abandonné ce mode de communication. On peut donc voir dans la pratique du président Carter en la matière un prolongement de sa volonté jeffersonienne de simplification du protocole, afin de rapprocher le président du peuple<sup>11</sup>.

Le rappel de ce contexte politique et de la stratégie du président Carter permet de mieux comprendre le sens de la mise en scène reaganienne, qui en prend le contre-pied tout en poursuivant le même objectif : relégitimer les institutions et réhabiliter le rêve américain. Les Républicains étaient particulièrement soucieux de rétablir l'autorité de la présidence, affaiblie en raison du scandale du Watergate et de la tentative du Congrès de limiter les excès de pouvoir de l'exécutif en votant le *War Powers Act* (1973) et le *Budget and Impoundment Control Act* (1974). À la fin des années 1970, le président Ford parla d'une présidence qui n'était plus impériale, comme l'avait affirmé Arthur Schlesinger dans son célèbre ouvrage *La Présidence impériale* paru en plein scandale du Watergate, mais au contraire en péril<sup>12</sup>. Le contexte de crise politique n'autorisait pas un simple retour à la pratique en vigueur jusqu'à la fin des années 1960. Il en résulta une combinaison inédite, qui devint la marque de fabrique du reaganisme, et qui influencera les successeurs de Reagan.

Ronald Reagan rétablit les dimensions les plus rituelles et protocolaires de la présidence et en démultiplia l'impact en utilisant les médias audiovisuels tout en veillant à mettre en valeur les héros ordinaires de l'Amérique, afin de combler le fossé entre gouvernants et gouvernés. Cette double volonté de rétablir le prestige de l'institution présidentielle tout en flattant l'Américain ordinaire apparut dès le premier discours d'investiture. Ce discours contenait en germe tous les ingrédients de la communication reaganienne. Il utilisait comme nul autre discours d'investiture auparavant les grands médias télévisés. Et il essayait pour la première fois une formule qui deviendra une marque de fabrique des discours de Reagan : l'hommage rendu à un héros anonyme.

Tout dans ce premier discours prononcé par le nouveau président avait été conçu pour et avec la télévision. Le changement de lieu, de la traditionnelle façade est à la façade ouest du Capitole, permit une mise en scène spectaculaire censée magnifier l'impact de l'allocution. Avec ses célèbres monuments, la grande esplanade du *Mall* était le décor idéal pour célébrer la grandeur retrouvée de l'Amérique. Encore fallait-il que les gros plans des caméras de télévision ponctuent opportunément le discours de Reagan. D'où une véritable co-production avec les grandes chaînes, qui furent prévenues à l'avance du contenu de l'allocution afin de pouvoir insérer les images des monuments dont le président vantait les mérites. Tout en rappelant le souvenir de ces

<sup>11</sup> Sur ces évolutions, je renvoie à Luc Benoit à la Guillaume, *Quand la Maison-Blanche prend la parole. Le discours présidentiel de Nixon à Obama*, Bern, Peter Lang, 2012, p. 101-118.

<sup>12</sup> Arthur M. Schlesinger Jr., *The Imperial Presidency*, Boston, Houghton Mifflin, 1973.

monuments et des grands hommes qu'ils honorent, Jefferson, Washington et Lincoln, ce discours fit l'éloge des héros ordinaires et se conclut avec l'un d'entre eux, Martin Treptow, soldat mort pour la patrie pendant la Première Guerre mondiale. Dès ce discours, tous les ingrédients de la communication reaganienne étaient présents : privilégiant l'*ethos* et le *pathos* au détriment du *logos*, Reagan renforça le discours par les images et fit l'éloge des héros ordinaires. Notons cependant que ce premier discours faisait encore coexister l'éloge des grandes figures et des illustres inconnus tandis que l'éloge de l'Américain ordinaire deviendra la figure privilégiée de ses discours ultérieurs.

C'est ici que le premier discours sur l'état de l'Union prononcé le 26 janvier 1982 innove vraiment. En guise de conclusion, il raconte l'exploit d'un illustre inconnu, Lenny Skutnik, qui avait sauvé la vie d'une victime d'un accident d'avion en plongeant un 13 janvier dans l'eau glacée du fleuve Potomac. Invité d'honneur du président deux semaines après son exploit, il fut cité en exemple et le Congrès se leva pour l'applaudir.

*Just two weeks ago, in the midst of a terrible tragedy on the Potomac, we saw again the spirit of American heroism at its finest – the heroism of dedicated rescue workers saving crash victims from icy waters. And we saw the heroism of one of our young government employees, Lenny Skutnik, who, when he saw a woman lose her grip on the helicopter line, dived into the water and dragged her to safety.*

« Il y a tout juste deux semaines, pendant le drame atroce qui se déroulait dans le fleuve Potomac, nous avons à nouveau été témoins du meilleur de l'esprit de l'héroïsme américain – l'héroïsme des sauveteurs dévoués qui ont sauvé des eaux glacées les victimes de l'accident. Et nous avons vu l'héroïsme de l'un de nos jeunes fonctionnaires, Lenny Skutnik qui, lorsqu'il a vu une femme lâcher le câble qui la reliait à l'hélicoptère, a plongé dans l'eau et l'a secourue<sup>13</sup>. »

Le héros ordinaire prend désormais clairement le dessus sur les grandes figures du Panthéon politique américain, reléguées au second plan quand elles ne sont pas tout simplement absentes. Le succès politique et médiatique de cette innovation amplifie les modifications à l'œuvre depuis les années 1930 et inaugure une tradition pour le président Reagan et ses successeurs.

Au lieu de se contenter d'informer le Congrès de l'état de l'Union et de lui recommander des mesures, les présidents, depuis Franklin D. Roosevelt, font un éloge de leur propre politique afin de séduire l'opinion publique. Les innovations reaganiennes accentuent cette tendance, comme n'a pas manqué de le remarquer Karlyn Campbell dans son ouvrage consacré aux genres de discours présidentiels. Ses discours sur l'état de l'Union y sont décrits comme des succès épидictiques mais des échecs délibératifs qui font passer le cérémonial avant le détail des propositions législatives<sup>14</sup>. Le glissement du délibératif vers l'épidictique conduit les présidents à renouer avec les origines sophistiques du genre, si l'on en croit Barbara Cassin, qui indique à ce sujet qu'il s'agit « non pas de faire voir, mais d'en mettre plein la vue » et remarque la « persistance de ce dinosaure rhétorique<sup>15</sup> ». Pour reprendre la formule de Pierre Melandri, Reagan se fait le chantre d'une Amérique de héros et de pionniers et du peuple contre l'État fédéral, toujours prompt à rogner ses libertés et à imposer ses revenus<sup>16</sup>. Toutefois l'écart entre ce discours et les politiques réellement suivies apparaît

<sup>13</sup> Ronald Reagan, *Discours sur l'état de l'Union*, 26 janvier 1982.

<sup>14</sup> Karlyn Kohrs Campbell, *Deeds Done in Words: Presidential Rhetoric and the Genres of Governance*, Chicago, University of Chicago Press, 1990, p. 70 et p. 73.

<sup>15</sup> Barbara Cassin, *L'Effet sophistique*, Paris, Gallimard, 1995, p. 199-200.

<sup>16</sup> Pierre Melandri, « Ronald Reagan, chantre d'une Amérique de héros et de pionniers », dans François Durpaire et Thomas Snégaroff (dir.), *L'Unité réinventée. Les présidents américains face à la nation*, Paris, Ellipses, 2008, p. 199.

de plus en plus clairement lorsque le moins d'État proclamé se traduit par une hausse des dépenses et des déficits.

Depuis 1982, tous les présidents ont emprunté à Reagan ce procédé dans leur discours sur l'état de l'Union et dans de nombreuses autres allocutions. Dès lors, comment doit-on comprendre une telle prolifération d'hommages rendus à des héros anonymes ? Certes Reagan a adapté sa communication aux tendances des médias contemporains, telles qu'elles sont décrites par Lance Bennett : la personnalisation, le spectaculaire, la fragmentation et la normalisation (*personalization, dramatization, fragmentation, normalization*<sup>17</sup>). L'éloge personnalisé d'un héros dont on raconte l'exploit permet de « réduire et de styliser, de concentrer les enjeux, de suggérer une exemplarité » directement diffusable sous forme d'extraits courts (*soundbites*) au journal télévisé du soir. La généralisation de ce procédé, désormais utilisé par tous les présidents et bien au-delà des discours sur l'état de l'Union, renvoie également à deux tendances politiques de fond : la tentative de renouer un lien direct entre gouvernants et gouvernés en faisant l'éloge du citoyen ordinaire, ainsi que la tentation, toujours renouvelée, de contourner le Congrès en parlant directement au peuple. Un examen attentif de la mise en scène du héros ordinaire dans les discours présidentiels depuis les années 1980 confirme cette seconde tendance. En effet, les présidents ont non seulement généralisé le recours à ce procédé mais également profité de l'occasion pour faire l'éloge de leur politique, parfois contre le Congrès ou leur propre parti.

Le pionnier en la matière fut Ronald Reagan, qui dut composer avec un Congrès à majorité démocrate et ne se priva pas d'utiliser les discours sur l'état de l'Union pour tenter de jouer le rôle de porte-parole du peuple contre les élus, en direct à la télévision. Ainsi, en 1984, l'hommage rendu à l'héroïsme du sergent Trujillo permit au président de faire applaudir par l'ensemble du Congrès l'invasion de la Grenade, qui avait à l'origine été critiquée par les Démocrates. De même en 1985, Ronald Reagan termina son discours sur l'état de l'Union par un hommage à Jean Nguyen, réfugiée qui avait fui le Vietnam dix années auparavant et qui venait de sortir diplômée de l'université de West Point, et à Clara Hale, noire bénévole qui aidait les pauvres et les drogués de Harlem. Le président en profita pour faire passer des messages politiques importants : la supériorité des valeurs américaines et la justification de la politique américaine envers le Vietnam, ainsi qu'une proximité médiatique avec les noirs pauvres des ghettos, contrairement aux accusations de négligence envers les minorités que sa politique avait suscitées<sup>18</sup>. De même, en 1996, le président Clinton a légitimé la signature de la loi réformant l'aide sociale (*welfare*) en invitant des femmes qui avaient bénéficié du dispositif. L'image ainsi créée lui a permis de faire taire les Démocrates qui lui reprochaient de ne pas avoir mis son veto à une loi républicaine qui rognait les droits des pauvres. L'éloge de héros ordinaires à des fins politiques fut tellement utilisé pendant l'année 1996 qu'elle fut qualifiée de « syndrome Skutnik » par un journaliste du *New York Times*<sup>19</sup>. De même, dans son discours sur l'état de l'Union de janvier 2014, Barack Obama a invité sept personnes, dont trois lui ont servi à faire l'éloge des subventions fédérales pour l'éducation (Estiven Rodriguez), de sa loi sur la réforme de l'assurance-santé (Amanda Shelley) et de l'assurance chômage (Misty DeMars), contre le Congrès républicain. Après avoir lu un extrait de la lettre que lui a

<sup>17</sup> W. Lance Bennett, *News: The Politics of Illusion*, New York, Longman, 1988, p. 23-63.

<sup>18</sup> Kathleen Hall Jamieson, *Eloquence in An Electronic Age. The Transformation of Political Speechmaking*, New York, Oxford University Press, 1988, p. 121-125.

<sup>19</sup> Francis X. Clines, « Bonding as New Political Theater: Bring on the Babies and Cue the Yellow Dog, The New York Times », 24 août 1996, <http://www.nytimes.com/1996/08/24/us/bonding-as-new-political-theater-bring-on-the-babies-and-cue-the-yellow-dog.html>, consulté le 7 janvier 2016.



adressée Misty DeMars, dans laquelle elle demandait qu'on lui donne sa chance, le président a transmis cette requête aux élus et les a sommés de lui donner sa chance :

*I'm also convinced we can help Americans return to the workforce faster by reforming unemployment insurance so that it's more effective in today's economy. But first, this Congress needs to restore the unemployment insurance you just let expire for 1.6 million people. Let me tell you why. Misty DeMars is a mother of two young boys. She'd been steadily employed since she was a teenager, put herself through college. She'd never collected unemployment benefits, but she'd been paying taxes. In May, she and her husband used their life savings to buy their first home. A week later, budget cuts claimed the job she loved. Last month, when their unemployment insurance was cut off, she sat down and wrote me a letter, the kind I get every day. "We are the face of the unemployment crisis," she wrote. "I'm not dependent on the government. Our country depends on people like us who build careers, contribute to society, care about our neighbors. I'm confident that in time, I will find a job, I will pay my taxes, and we will raise our children in their own home in the community we love. Please give us this chance."*

*Congress, give these hard-working, responsible Americans that chance. Give them that chance. [Applause] Give them the chance.*

« Je suis également convaincu que nous pouvons aider les Américains à retrouver plus rapidement un travail en réformant notre assurance-chômage pour la rendre plus efficace dans l'économie actuelle. Mais il faut d'abord que le Congrès restaure l'assurance-chômage qu'il a supprimée pour 1,6 million de personnes. Voilà pourquoi. Misty DeMars est mère de deux jeunes garçons. Elle avait un emploi stable depuis l'adolescence qui lui a permis de financer ses études à l'université. Elle n'a jamais touché l'assurance-chômage mais a payé ses impôts. En mai, son mari et elle ont utilisé les économies qu'ils avaient accumulées pour acheter leur première maison. Une semaine plus tard, l'emploi qu'elle aimait a disparu suite à un plan d'économies budgétaires. Le mois dernier, quand leur assurance-chômage a été supprimée, elle m'a écrit une lettre, comme tant d'autres lettres que je reçois chaque jour. "Nous sommes le visage de la crise du chômage. Je ne dépend pas de l'État. Notre pays dépend de gens comme nous qui construisent leur carrière, apportent leur contribution à la société et s'occupent de leurs voisins. Je suis certaine qu'à terme je trouverai un travail, je paierai mes impôts et nous élèverons nos enfants dans leur maison et dans le quartier que nous aimons. S'il vous plaît, donnez-nous cette chance."

Membres du Congrès, donnez cette chance à ces Américains travailleurs et responsables. Donnez-leur cette chance. [Applaudissements] Donnez-leur cette chance<sup>20</sup>. »

Dès que le président mentionne le nom de Misty DeMars, la caméra fait un gros plan sur cette mère de famille typique de la classe moyenne blanche, assise parmi les invités à côté de Michelle Obama. L'image renforce ainsi le message présidentiel de la défense d'Américains méritants de toutes origines et va à l'encontre des stéréotypes négatifs qui font des bénéficiaires de l'aide sociale des pauvres non méritants, le plus souvent noirs. Ici le genre délibératif instaure une relation asymétrique : Misty DeMars n'a pas la parole, et le Congrès a pour unique rôle de se lever et d'applaudir, après avoir été interpellé par le président<sup>21</sup>.

La mise en scène reaganienne des discours sur l'état de l'Union n'est donc pas la simple adaptation d'un genre de discours aux exigences de la télévision. Le recours à la mise en scène de ce rendez-vous traditionnel où le président vient dialoguer avec le Congrès et lui prodiguer ses conseils amplifie une tendance qui était présente dès l'origine, quand les Fédéralistes voulaient faire de cet événement l'équivalent du discours du Trône britannique. Avec Reagan et ses successeurs, la référence devenue incontournable au héros ordinaire répond à un double objectif : affirmer le pouvoir du président face au Congrès en choisissant des héros qui lui permettent de défendre sa politique contre ses adversaires et répondre à la crise de légitimité née dans les

<sup>20</sup> Barack Obama, *Discours sur l'état de l'Union*, 28 janvier 2014.

<sup>21</sup> Sur l'ambivalence de la relation qu'instaure le genre délibératif, symétrique ou asymétrique, je renvoie à Annie Hourcade Sciou, « [Le Conseil, naissance et élaboration de la notion dans l'Antiquité : quelques enjeux contemporains](#) ».

années 1970 après la guerre du Viêtnam et le scandale du Watergate. Le lien direct que ce procédé prétend créer accentue le caractère plébiscitaire de la présidence contemporaine et relève plus du symptôme que du remède à la crise de la représentation politique qui éloigne les gouvernants des gouvernés. La mise en scène pour le peuple des téléspectateurs du discours sur l'état de l'Union passe par l'éloge de héros emblématiques. Simples figurants au service du président et de sa politique, ces héros ordinaires muets symbolisent le lien plébiscitaire entre le président et le peuple et relèguent au second plan la fonction de conseil et de délibération du discours sur l'état de l'Union.